

# **Arguments pour la lutte sociale n° 48**

## **du 11 juin 2016**

### **Remarques sur la situation française à la veille du 14 juin**

La situation politique et sociale française est perçue comme étrange au sommet comme à la base. Président et gouvernement semblent vitrifiés et sont totalement déconsidérés, à la fois du côté du monde du travail et de la jeunesse qui a clairement compris que ce sont des ennemis et qui, de plus, les méprise, et du côté de ses propres partisans ainsi que du capital et du patronat qui comptent sur lui, mais ne lui font guère confiance.

Nous avons donc un gouvernement très affaibli mais, par cela même très dangereux, et qui frappe. Alors que le policier qui a lâché une grenade sur la foule le 26 mai ou ceux qui ont frappé des enfants à Saint-Malo ne sont de fait pas inquiétés, des gamins sont condamnés à des peines de prison ferme. Évidemment : les coupables s'appellent, en remontant la chaîne de commandement, Mirmand (préfet d'Ille-et-Vilaine), Cazeneuve, Valls, Hollande. Cette dérive, cette fuite en avant, correspond à un fait central de la situation : sous l'exigence majoritaire de retrait de la loi El Khomri, avec elle, nous avons l'exigence démocratique de départ de ce gouvernement, de ce président, et l'ouverture du changement de régime.

Les grandes manœuvres contre les cheminots en grève sont exemplaires de cette situation. Des chiffres, donnés par la direction, toujours rétrécissants du nombre de grévistes accompagnent la réalité de trains massivement absents. Valls présente la grève des cheminots comme sans rapport avec la loi El Khomri, incompréhensible, preneuse d'otages, criminelle au regard des inondations (alors que c'est sa politique et celle de ses comparses qui ont affaibli les services publics d'aide aux populations), et plus encore au regard de la coupe Euro de foot. Et en même temps, il court-circuite M. Pépy et la direction de la SNCF pour engager de soi-disant « négociations » directement avec la CFDT (à laquelle l'UNSA s'est ensuite ralliée sans phrases) pour un « accord d'entreprise ». Or, qu'est-ce qu'un « accord d'entreprise » à la SNCF ? C'est mettre le droit privé à la place des décrets et décisions administratives, cela clairement avec la possibilité pour les chefs d'établissement de déroger, c'est-à-dire de faire ... comme le permet la loi El Khomri dans le privé (en l'occurrence cette réalité est exposée clairement par les fédérations SUD-Rail et FO des cheminots, mais on ne peut pas en dire autant de la direction de la fédération CGT).

C'est la conscience de cela qui fait que des milliers de cheminots, ayant perdu lourdement sur leur paye depuis des semaines, ayant par ailleurs parfois bénévolement aidé les victimes des inondations, poursuivent la grève par roulement, pour que tienne le mouvement d'ensemble visant au retrait de la loi El Khomri comme au maintien des dernières garanties statutaires en matière de rail, celle par lesquelles tous les trains, en France, ne déraillent malgré tout pas encore, même si les démantilleurs du service

public au pouvoir arrivent déjà souvent à les empêcher de partir à l'heure. C'est la même grève que celle des travailleurs des raffineries, courageusement reconduite à Donges comme à Feyzin, et que celle des dockers du Havre, toujours massivement dans la bataille, et que celles des éboueurs, qui comme à la Ville de Paris ont voté la reconduction, massivement, en assemblée générale, face aux CRS envoyés par la mairie.

Étrange ambiance en effet que celle d'un pays parcouru par une grève dont le contenu politique fait la grève de tous, soutenue par l'immense majorité, alors que les médias nationaux et la plupart des journalistes-stars (on ne parle pas ici de la masse des travailleurs de la presse, évidemment), après avoir hurlé à la prise d'otage et au terrorisme, fait comme si il ne passait rien et comme si tout un chacun ne pensait qu'à l'Euro de foot, salué pourtant par une grève massive sur le RER. En réalité, le mouvement qui s'est mis en branle ce printemps ne compte pas s'arrêter.

D'autant qu'il est articulé avec les nombreuses grèves dans les entreprises qui tendent à le rejoindre ou à en reprendre les formes. C'est ainsi qu'à l'entreprise de logistique Heppner, en Alsace, en grève contre des suppressions d'emplois (un « plan social », comme ils disent), un camion a chargé un barrage, manquant d'assassiner un délégué - un délégué CFDT. Voilà qui rappelle au bon moment qu'il n'y a qu'une seule classe ouvrière et que le vote et l'application de la loi El Khomri sont attendus par les patrons de combat, les jaunes et les nervis pour attaquer.

Nous n'avons pas gagné à ce jour. Mais la force qui s'est levée ne rentrera pas dans son lit. Elle s'est affirmée dès le mois de mars, mais avec l'entrée des raffineurs, des routiers, des éboueurs, des cheminots, dans le combat commun, elle a revêtu les couleurs et exhalé les odeurs de la classe ouvrière organisée, en sécession contre l'ordre dominant, patronal et étatique. La bouffée de haine contre « la CGT » a renforcé ce sentiment ainsi que la fierté légitime des milliers de militants CGT qui, en effet, portent la bagarre sur leurs bras. A l'encontre du « syndicalisme rassemblé » avec la CFDT (mais aux côtés des militants CFDT qui veulent défendre leur classe), c'est le front unique de classe, autour de la CGT et de FO, qui s'est affirmé comme force politique (la FSU n'occupe pas la place qu'elle tenait en 2003 car elle a été affaiblie par sa propre orientation depuis des années, bien que ses militants soient pleinement partie prenante de ce front unique). Front unique de classe : dire ceci ainsi peut passer pour du syndicalisme révolutionnaire et en effet, les traditions du syndicalisme révolutionnaire sont là et nous renforcent, mais c'est en réalité profondément politique. Ce mouvement politique est né des actes de Hollande, Valls et de la décomposition de toute la « gauche ». Sa dynamique, soudée sur l'exigence de retrait de la loi El Khomri, conduit à la crise du régime.

Elle y conduirait tout de suite si le timing imposé par les directions confédérales CGT et FO ne reposait pas sur ce qu'on pourrait appeler le « principe de la saint Glinglin ». Qu'on en juge : alors même qu'une énorme manifestation s'annonce pour le 14 juin, date qu'avaient fixée ces directions il y a un mois quand la grève partait dans les raffineries, mois durant lequel les travailleurs grévistes, chose déjà admirable, ont tenu, voilà qu'elles annoncent de nouvelles journées d'action les 23 et 28 juin, envoyant donc comme message : « nous n'avons pas l'intention de gagner le 14 juin ni les jours suivants ». Le débat « journées saute-mouton versus grève générale » est en réalité très concret et doit être saisi dans sa réalité tangible : il s'agit en fait du débat « tout faire pour gagner quand les conditions sont réunies - et elles l'ont été fin mars, et encore

début mai, et encore mi-mai, et elles vont l'être le 14 juin ! - ou renvoyer les choses à la saint Glinglin » ! Sauf que le mouvement tient.

Ce débat est politique : doit-on fusiller ce gouvernement, oui ou non ? La réponse sociale et démocratique, c'est oui. Et il n'y a pas, et il n'y aura pas, à attendre l'échéance des présidentielles.

## Du moment Sanders au moment des masses

La rencontre entre Bernie Sanders et Barack Obama, à la demande officielle de ce dernier, le jeudi 9 juin 2016, marque un tournant et ouvre une nouvelle phase dans la situation inédite de crise du système des primaires aux États-Unis.

Même s'il déclare toujours maintenir sa candidature à l'investiture démocrate jusqu'au bout, les déclarations de B. Sanders à l'issue de cet entretien sonnent clairement comme une acceptation de la candidature d'Hillary Clinton et sont un appel à « l'unité contre Trump », d'ailleurs conforme à la plupart des déclarations du candidat socialiste, malgré l'aggravation de l'affrontement avec H. Clinton et l'appareil démocrate dans la dernière période. L'éventualité d'une candidature indépendante de Sanders, qu'il a sans doute pesée et envisagée, semble écartée, même si ses choix finaux ne sont pas totalement déterminés, disons à 100%, mais ils le sont pour l'essentiel.

La « défaite » à la primaire de Californie (Clinton 57,5%) : évidente déception au regard des meetings de masse réussis par Sanders les jours précédents, même si les doutes de toutes ces primaires (organisation tordue, soupçons divers de fraude, écart entre sondages et résultats, barrage médiatique proclamant Clinton investie par avance, etc.), valent aussi ici, cela a évidemment pesé de tout son poids. Gagner en Californie, ce qui n'était pas absurde, permettait à Sanders d'aller vers une convention véritablement disputée fin juillet. A présent, la « dispute » portera non sur l'investiture du candidat, mais sur le programme, et tout le monde sait très bien ce que vaut un programme démocrate même avec une certaine pression populaire.

Il reste pourtant que le mot « défaite » nécessite des guillemets. La duplicité de nombreux moyens d'information éclate en cela qu'ils présentent cette primaire comme la « défaite » d'un candidat qui, initialement, ne devait pas dépasser les 5%, et qui termine avec plus de 40% et probablement 5 à 10% de plus en réalité, idole des jeunes, ayant réussi les rallies (meetings) les plus importants de cette séquence, loin devant Clinton mais aussi devant ceux de Trump, ayant popularisé les idées de service public, de sécurité sociale et de gratuité des études supérieures et dédiabolisé le mot « socialisme ». C'est vraiment beaucoup.

Et tout cela, effectué non en complicité avec l'appareil démocrate, mais, jusqu'à la

rencontre au sommet avec Obama du 9 juin, dans une confrontation croissante avec lui, et sous la chape de plomb d'une hostilité ou d'un silence médiatique dominant délibéré.

De plus, avec l'hostilité de l'appareil dirigeant de l'AFL-CIO qui, depuis les années trente, est hostile à tout ce qui pourrait aller vers un troisième parti représentant le monde du travail aux États-Unis, déclenchant clairement un combat politique dans les syndicats entre structures de base souvent pro-Sanders et appareils pro-Clinton ou faussement neutres.

Ajoutons l'hostilité de la majeure partie de l'extrême-gauche étatsunienne à l'exception notable de groupes comme Socialist Alternative, dont l'élue de Seattle Kshama Sawant a fait meeting avec Sanders et campagne pour qu'il se présente en indépendant. Immanquablement, ces groupes vont maintenant diffuser le texte pré-enregistré : « on l'avait bien dit, rien ne nouveau sous le soleil, car *il ne doit* rien y avoir de nouveau sous le soleil ».

Ajoutons encore que le PC américain penchait de plus en plus ouvertement pour Clinton, lui trouvant mêmes des qualités géopolitiques, à l'encontre de ce que les mêmes courants pensent d'elles - assurément d'ailleurs de façon plus réaliste ! - de ce côté-ci de l'Atlantique (voir : <http://www.cpusa.org/article/left-strategy-in-2016-part-1-grasping-the-key-link-of-struggle/>)

Bref, toutes les forces attachées à la défense soit de leur domination, soit de leur pré carré aussi tenu soit-il, étaient viscéralement hostiles à un phénomène politique de masse qui a surgi, partout, dans la jeunesse nord-américaine notamment.

Leur problème, maintenant, ce sont ces masses, partiellement organisées par les liens tissés dans la campagne des primaires et les candidatures à des élections locales qu'elle a déjà suscitées. Ce qu'elles expriment n'est pas du tout « pro-Clinton ». Et le problème va encore au delà : on le dit le moins possible, mais tout le monde sait que les sondages donnaient Sanders unique gagnant certain ... contre Trump. Ce ne sont pas que les jeunes « sandéristes », c'est la nation nord-américaine qui se polarise sur des axes de classe. Mettre le « nous » en avant, à la fois « nous, les travailleurs » et « nous, le peuple », est d'ailleurs le cœur des discours de Sanders.

Des axes de classe : Sanders est issu du mouvement ouvrier (au sens historique du terme) et c'est en grande partie pour cela qu'il a fait cette « percée », laquelle n'aura pas de débouché dans une éventuelle réforme du parti démocrate, à laquelle il appelle à l'étape présente.

La réalité est plutôt que, comme nous l'écrivions précédemment, il a atteint « l'extrême limite de la stratégie radicalement démocratique qui a été la sienne et qui s'est avérée gagnante jusque là », à savoir pousser « à fond la démonstration que le parti démocrate n'est pas un parti démocrate, et nourrir le désir d'un véritable parti démocrate aux

États-Unis, qui ne pourrait être qu'un parti rompant avec Wall Street et défendant la majorité contre le capital. »

A cette conclusion sont maintenant parvenus des millions. Aucune candidature « gauchiste » traditionnelle de témoignage n'aurait eu un tel résultat.

Les uns vont voter Clinton pour stopper Trump en comptant bien la combattre ensuite, les autres ne vont même pas voter Clinton. Les aspirations sociales et l'aspiration à une « révolution politique », qui est le ciment commun de cette masse, exigence de démocratie et de transparence à tous les niveaux, ancrée dans les meilleures traditions américaines, ne veulent pas s'arrêter là, et donc, elles ne s'arrêteront pas là. De fait, la question d'une organisation politique commune sur ces bases, à la fois interne et externe au parti démocrate, est maintenant, assez rapidement, posée. Non pas le parti démocrate, mais le parti de la révolution démocratique.

VP, le 10/06/16.

## Rubrique « on a bien aimé » du 11 juin 2016

Nous signalons à nos lecteurs l'article de Christian Mahieux, un responsable de l'Union syndicale Solidaires, intitulé « la grève à la SNCF, ses développements et son insertion dans le mouvement contre la loi Travail », paru sur le site *A l'encontre* le 9 juin.

L'auteur soulève la question du pourquoi la direction fédérale CGT s'est-elle acharnée pendant deux mois à courir après la CFDT et l'UNSA, alors que ces deux organisations sont acquises au soutien à la loi Travail, et que la négociation en cours sur le texte régissant les conditions de travail des cheminots n'est qu'une déclinaison locale de cette même loi Travail, notamment par le biais de l'article 49 qui permet de déroger aux 48 précédents articles dudit texte, tout comme l'article 2 de la loi Travail permet d'annuler les dispositions protectrices du code du travail.

Voir :

<http://alencontre.org/laune/france-la-greve-a-la-sncf-ses-developpements-et-son-insertion-dans-le-mouvement-contre-la-loi-travail.html>

## Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction Suivre offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction [RSS](#) accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- Envoyez nous critiques et contributions.